

ABONNEMENTS:

Paris-Touraine: Trois mois... 12.00
Six mois... 24.00
Un an... 48.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,
Artois... 45 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste
en sus.
Le prix des Abonnements est payable
d'avance. — Tout abonnement continue,
jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

DÉPARTS:

Abonnements: la ligne... 50
Béarnaises: ... 25
Frais de port: ... 10

Les abonnements et les annonces sont
payés à l'avance, au bureau du Journal,
à Lille, chez M. DEBAILLE, Libraire,
Place de la Gare, au Roubaix, chez
M. DEBAILLE, Libraire,
rue St. Pierre, au Valenciennes,
chez M. DEBAILLE, Libraire,
rue St. Pierre, au Valenciennes.

BOURSE DE ROUBAIX

5 MAI
3 0/0... 63 92 1/2
4 1/2... 93 20
Emprunts (5 0/0)... 102 00

7 MAI
(Services gouvernemental)
3 0/0... 63 50
4 1/2... 93 10
Emprunts (5 0/0)... 101 70

Service particulier du Journal de Roubaix:

Table with 2 columns: Actions and their values. Includes Banque de France, Société générale, Crédit foncier de France, etc.

Londres, 7 mai.

Cafés: Faibles.
Sucres: Faibles.
Soies: Plus demandées.
Laines: Calmes.

New-York, 7 Mai.

Change sur Londres, 4.87; change
sur Paris, 5.13 3/4
Valeur de l'or, 115 1/2
Café good fair, 17 1/4
Café good Caroes, 17 3/4.
Marché calme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et G.
représentés à Roubaix par M. Bulteau-Des-
broux:

HAVRE, 7 mai.

Marché calme, plus soutenu.
Liverpool, 7 mai.
Hier, Ventes 14,000 b.; Aujourd'hui,
12,000; Marché Ferme.

New-York, 7 mai.

Cotons: 16 1/4. Recettes de 6
jours 20,000 b.

Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix.

Liverpool, 7 mai.

Cotons: Ventes 10,000 b. Fernes,
Pernam 8 1/4; Amérique juillet août 8.

HAVRE, 7 mai.

Affaires insignifiantes.
New-York, 7 mai.

Cotons: 16 1/8. Recettes 20,000 b.

ROUBAIX 7 MAI 1875.

Le devoir des conservateurs

Dans quatre jours l'Assemblée nationale
recommencera ses travaux interrompus
presque pendant deux mois; nous croyons
devoir à l'avance mettre nos lecteurs en garde
contre toutes les nouvelles hasardées qui
publient à ce sujet les journaux de Paris, et
surtout celles qui concernent les dispositions
des ministres sur les lois organiques,
complément nécessaire des lois votées
le 25 février, sur la loi électorale, sur la
loi de la presse; nous avons dû reproduire
nous-mêmes des renseignements divers et
contradictoires, ce sont à la fois les menus
inconvenients de ce qu'on peut appeler la
vie parlementaire.

D'après les indications que nous recevons
de source autorisée, nous croyons pouvoir
dire que, sur les questions de détails, les
membres du cabinet sont parfaitement
d'accord pour faire au besoin certaines
concessions; mais nous pouvons compter
que sur les questions de principe il se
maintiendra fermement dans les votes
conservateurs.

Laissons messieurs les radicaux dire
que les monarchistes qui ont adhéré
aux lois constitutionnelles n'ont accepté
la république que pour en garder la
direction et mieux l'étouffer quand ils
jugeront le moment propice. Il est
certain que les conservateurs qui ont
voté les lois constitutionnelles n'ont point
eu en vue de fonder la république,
mais de créer un état transitoire, se
rapprochant autant que possible des
institutions monarchiques, afin que la
France pût vivre dans la paix intérieure
jusqu'au jour où il lui sera permis de
renouer la chaîne interrompue de ses

traditions. Il y a deux mois que fonctionne
ce ministère issu d'une évolution
parlementaire: on doit dire que,
à part certaines satisfactions personnelles
qu'il a données au parti républicain,
il a gouverné de manière à ne pas
augmenter les alarmes des conservateurs.
Il donnera bientôt la preuve qu'il
ne veut pas faire le jeu des radicaux;
et si nous gardions quelque incertitude
à cet égard, nous n'aurions qu'à lire
les feuilles radicales qui attaquent chaque
jour M. Buffet, qui cherchent à
l'isoler de ses collaborateurs, qui accusent
le ministère de vouloir rétablir les
candidatures officielles.

Nous engageons nos amis à la vigilance,
nous les exhortons à se concerter,
à s'entendre sur les candidatures
que dans un temps plus ou moins
rapproché ils devront préparer, faire
connaître et soutenir énergiquement;
et pour les encourager dans cette tâche
patriotique, nécessaire, nous leur
dirons: le gouvernement est résolu à
appuyer les conservateurs soit par des
lois protectrices, soit par des actes
quotidiens. Nous leur dirons de compter
sur les ministres, de compter sur le
maréchal. Quelque envie qu'en puissent
avoir les radicaux, ils n'iront pas
jusqu'à pousser à la chute du ministère.
Ce ministère est en partie l'œuvre
résultante des efforts républicains; son
origine impose certaines obligations.
S'il était renversé, ce n'est pas en
s'avancant davantage vers la gauche
que le maréchal chercherait des ministres;
ce serait assurément en se tournant
vers la droite. Peut-être même
prendrait-il ses ministres en dehors
de l'Assemblée. Les radicaux savent très
bien qu'il est homme à le faire et qu'il
se soucie peu de leurs récriminations
et de leurs effets de tribune.

Par conséquent, si les républicains
ont intérêt à ne pas renverser le
ministère de peur d'en avoir un pire,
les conservateurs, de leur côté,
devront se grouper autour d'hommes qui,
comme M. Buffet et M. Dufaure,
sont en définitive des ennemis
énergiques de la révolution. Répétons-le,
dans l'état précaire où se trouve la
France, il est indispensable que le
gouvernement se sente appuyé par les
conservateurs, afin que lui-même
leur prête son concours. Nous sommes
assurés que les intentions du
gouvernement sont bien arrêtées à ce
sujet; que nos amis se mettent donc à
l'œuvre sans retard, et qu'ils aient
confiance en eux-mêmes.

LETTRES DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de
Roubaix.

Paris, Mercredi 5 Mai.

Nous sommes au calme plat, et ce ne
sont pas les lettres ou les discours de
quelques députés, comme M. La Serre,
de Frauchieu, Clapier, etc., qui sont
capables de donner une vive animation
à la politique intérieure. Il y a une
lassitude générale, et comme conséquence
naturelle une indifférence que
rien ne vient troubler. Libre au
Siècle, qui fait de la politique à la
Prudhomme depuis le 25 février, de
s'imaginer que cette indifférence
atteste les immenses progrès de la
république; la vérité est

est que la majorité de la nation, assurée
du maintien de l'ordre, se désintéresse
de plus en plus des choses de la politique.
Et je ne vous apprendrai rien en vous
disant combien peu nos campagnes s'occupent
de nos fameuses élections sénatoriales
à propos desquelles, au dire de
M. Gambetta, la démocratie doit livrer
sa suprême bataille.

Les journaux de Paris, pour remplir
leur colonne, continuent de dissenter
sur le scrutin d'arrondissement, sur la
nomination des maires par les conseils
municipaux, sur la législation de la
presse élaborée au ministère de la
justice, etc., tous sujets d'actualité, je
le veux bien, mais sur lesquels on a tant
parlé et tant écrit qu'ils n'ont plus le
don d'ébranler l'opinion.

La session qui va s'ouvrir se présente
avec des apparences pacifiques que n'a
eues aucune des précédentes. On ne
parle pas de renverser le ministère
dès la rentrée; on annonce que la
session sera courte, que les discussions
oratoires des séances publiques seront
évités; avec de tels pronostics on
comprend que l'opinion reste calme.

Est-ce à dire que nous soyons entrés
dans une ère nouvelle qui nous promet
paix et prospérité? Nous croyons qu'on
s'abuserait étrangement si l'on s'imaginait
que nous sommes enfin en possession
de ce gouvernement définitif, accepté
par tous, qui doit encore clore la
période des révolutions, et que nous n'avons
plus rien à désirer que ces réformes
quotidiennes. L'esprit révolutionnaire n'a
renoncé à aucune de ses prétentions,
à aucune de ses revendications; les
nouvelles couches sociales attendent leur
jour. Leurs chefs sont divisés et ne
s'accordent que sur ce seul point: leur
impuissance présente en face du
maréchal appuyé sur une armée qui a
donné des preuves de son dévouement
à l'ordre.

Beaucoup de députés sont encore
retenus dans leurs départements par
leurs affaires personnelles; cependant
on pense que presque tous seront
arrivés lundi, et l'on annonce plusieurs
réunions chez des chefs de l'ancienne
majorité.

Les promotions de généraux qu'enregistrait
hier le Journal officiel sont
très bien accueillies, et, grâce au
changement qui vient de se produire
dans le no des journaux Allemands,
on ne consent pas à l'étranger cette mesure
considérée comme un indice des
dispositions belliqueuses de la part
de la France.

On assure que l'intention du ministre
de la guerre est de pousser activement
l'organisation de l'armée territoriale dont,
il faut bien le dire, les cadres n'existent
encore que sur le papier.

La sous-commission de l'enquête sur
l'élection de la Nièvre, qui n'a pas tenu
de séance pendant les vacances, se
réunira mercredi prochain. Elle décidera
s'il y a lieu de faire un second rapport.

On annonce déjà une interpellation
de la gauche sur le maintien en fonctions
d'un certain nombre de préfets. Il serait
possible cependant que M. Buffet, se
trouvant, à l'occasion des élections
partielles, amené à exposer les intentions
du gouvernement, l'interpellation soit
abandonnée.

Il n'est pas probable que le projet de
loi sur la presse qui s'élabore au
ministère de la justice puisse être
déposé dès le début de la session. Il ne
faut pas compter qu'il soit prêt avant
la fin du

mois. M. Dufaure a déclaré qu'il
défendrait lui-même à la tribune le
projet de gouvernement.

C'est par erreur qu'on annonçait hier
qu'il y avait relâche au Châtelet. Ce
théâtre a donné Cromwell, et aucun
incident n'a signalé la représentation.
La pièce est assez médiocre, et, sans la
fantaisie républicaine de l'acteur Tail-
lade, elle n'aurait guère fait parler d'elle.
Il est probable qu'elle aura causé plus
d'ennuis que de profit au Châtelet.

Hier soir, à minuit, M. Michel Lévy,
chef de l'importante maison de librairie
de la rue Auber, est mort subitement,
dans sa voiture, à sa sortie du théâtre.

Correspondance particulière du Journal
de Roubaix

Paris, 5 mai 1875.

Le Journal des Débats persiste à
vouloir empêcher toute discussion sur
la révision des lois constitutionnelles
avant la fin de novembre 1880. Il dit:

« Si la monarchie était restaurée
demain, la monarchie aurait-elle, ou
non, le droit d'interdire toute insulte
et toute attaque directe à son principe
et à son nom de monarchie? Que les
monarchistes répondent. »

Les monarchistes ont une réponse
bien simple à faire. La monarchie ne se
fonde pas ou ne se rétablit pas avec des
conditions de révision. Le Journal des
Débats sait bien que si la clause de
révision a été introduite dans les lois
constitutionnelles du 25 février, c'est
précisément pour réserver la liberté
d'opinion des monarchistes et, sans cet
article 8, les lois constitutionnelles
n'auraient probablement pas été votées.
L'un de ces votants, cité par le Journal
des Débats, M. Clapier, dans le discours
qu'il vient de prononcer à Marseille, a
montré avec quel contre-cœur il avait
voté les lois constitutionnelles et
combien il eût préféré le rétablissement
de la monarchie. Nous vivons dans
une époque où les événements sont
tout à la fois si rapides et si imprévus
qu'il n'est pas possible de fermer au
pays les chances de salut qui se
présentent, et voilà pourquoi la
révision peut devenir, même
avant 1880, un moyen de salut pour
la France entre les mains du
maréchal de Mac-Mahon ou du chef
de l'Etat appelé à lui succéder en
cas de démission ou de mort.

Notre confrère, M. Brunet de Boyer,
fait dans la Champagne une excellente
réponse au journal la Liberté, de Paris,
qui prétendait que les légitimistes
devaient, dans la crise actuelle, s'effacer
et se confondre dans les rangs des
conservateurs, ce qui veut dire des
bonapartistes. La conclusion de notre
confrère fait justice des assertions du
rédacteur de la Liberté:

« Veut-il nous faire entendre que
nous sommes un parti destiné à
disparaître. Nous sommes trop vivants
pour le croire. Convenez cependant
que le jeu de la politique est étrange!
Ce sont ces mêmes hommes qui
traitent les carlistes, nos amis, de
baudis, bons à pendre! Ce sont ces
mêmes hommes qui rééditent sans
cesse l'infamie historique du retour
des Bourbons dans les foyers de
l'étranger, qui, de concert avec
Gambetta, trouvent que l'essai de
restauration monarchique a été un
crime. Ce sont ces mêmes hommes
qui, aujourd'hui, nous disent de tout
oublier, de nous sacrifier encore, de
nous sacrifier toujours. Ils nous
pardonnent leurs injures et nous
ouvrent leurs rangs. Nous préférons
mourir seuls, si, comme

le croit notre confrère, combattre
c'est aller à la mort.

« On peut se sacrifier pour la France
— et, certes, nous avons prouvé que le
sacrifice avait quelques charmes à nos
yeux — on ne se sacrifie pas pour un
parti qui a dans son histoire des pages
glorieuses, pour un conventionnel,
mais qui, par trois fois, amena l'étranger
au cœur du pays. »

Les députés de la gauche présents à
Paris, qui s'occupent de la confection
de la liste des 75 sénateurs à élire par
l'Assemblée avaient d'abord décidé
d'exclure tout candidat à l'opinion bonapartiste.

On assure qu'ils viennent de prendre
la même résolution en ce qui concerne
le parti légitimiste et les membres du
centre droit compromis dans la
politique de Broglie.

Vous n'avez pas oublié ce conseiller
municipal et radical de Paris, M. Loiseau,
housculé par des sergents de ville
le jour de l'enterrement civil du
franco-maçon Manol. Cet incident
pourrait bien, dit-on, s'envenimer; la
gauche du conseil municipal
commence à se monter la tête. Elle
accuse le préfet d'avoir cherché une
affaire quand il était facile de tout
laisser tomber dans l'eau. La vérité
paraît être que M. Léon Renault,
ennuyé des cajoleries compromettantes
des radicaux, qu'il exècre, a saisi
volontiers cette petite occasion de les
remettre à leur place et de montrer
publiquement qu'il n'avait nul désir
de les ménager. Du reste, l'entourage
du préfet et ses amis sont aussi
montés contre le conseil que celui-ci
est irrité contre M. Renault.

La bourse a été très agitée
aujourd'hui par l'exécution de
notabilités financières dont il a été
beaucoup question dans ces derniers
temps. Ces exécutions ont entraîné
une nouvelle et forte baisse sur
toutes les valeurs du Crédit
mobilier. On parle d'agents de
change et de personnages bonapartistes
comme étant très-compromis.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

La Crise Financière

M. PHILIPPART.

La bourse du mercredi 5 mai comptera
parmi les plus tristement célèbres de
notre histoire financière. Nous croyons
intéressant de faire connaître par le
détail les événements qui ont amené
la crise. Nous lisons dans le Messager
de Paris:

La liquidation du 30 avril laissera de
crusil soulevés au marché de Paris; elle
s'accomplit dans des conditions très
troublées, ainsi au milieu de désordres
matériels, de moins au milieu de
désordres moraux d'une haute
gravité. Tout ce qui était à redouter
s'est réalisé.

Racontons le principal incident de la
journée. Nos lecteurs se souviennent
des moyens auxquels M. Philippart avait
eu recours pour se rendre maître, à
Paris, de la Banque Franco-Austro-
Hongroise, de la Banque Franco-
Hollandaise et du Crédit Mobilier.
Il avait déposé des masses de titres
de ces diverses institutions, soit par
lui-même, soit par des groupes
amis.

En attendant que le reclassement
de ces titres s'effectuât, ce qui ne
pouvait être dans tous les cas que
l'œuvre du temps, les détenteurs
de ces titres, momentanément
détachés de leur marché, se faisaient
reporter sur le marché. Le Crédit
Mobilier se faisait reporter de la
Banque Hollandaise, la Banque
Hollandaise se faisait reporter du
Crédit Mobilier.

Depuis deux liquidations, les reports
sur ces valeurs étaient devenus
très difficiles. D'une part les agents
de change n'aiment pas, avec
grande raison, les opérations de
reporta qui se renouvellent ainsi
périodiquement, et,

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 8 MAI 1875.

— 26 —

PROSCRITS

SOUVENIRS

De la Révolution de 93 en Artois

PAR G. DE BEUGNY D'HAGUERUE.

XII. SUR LA PLAGE D'ÉQUIHEN.

(Suite et fin).

Pendant que le mari de Valentine
était plongé dans ces douloureuses
réflexions, son ami avait nagé
entre deux eaux; en quelques
minutes, il avait atteint les premiers
brisants et avait pu prendre pied.
Marchant alors la tête
seulement hors de l'eau, il avait pu
échapper un certain temps aux regards
des sans-culottes; mais, quand il fut
sur le sable, toute la horde se précipita
de son côté.

— Feu! criaient leur chef.

Mais ils avaient épuisé toutes leurs
cartouches à tirer sur la barque,
dans l'espoir de la couler ou de tuer
ceux qui la montaient.

Monsieur de La Vassière, de son
côté, ne pouvait plus penser à se
servir de ses pistolets, qui avaient
plongé dans la mer. Il n'avait qu'un
moyen de salut, la fuite.

Il prit donc sa course pour tâcher
de gagner la falaise, où il aurait
quelques chances d'échapper.

Ce fut pendant quelque temps une
lutte de vitesse entre le fugitif et
les forcés lancés à sa poursuite,
mais l'épuisé déjà par la fatigue,
et gêné dans ses mouvements par
ses vêtements imprégnés d'eau de
mer, perdit bientôt du terrain.
Enfin, il sentit ses forces s'épuiser;
faire plus longtemps était impossible.

Il sentait vingt, ils sont trente
devant lui; mais ils s'arrêtent aussi,
les lâches ont peur... Ils sentent
que cet homme, qui attend la mort
de pied ferme, se défendra comme
un lion, ils vont reculer, quand
une voix retentit derrière eux:

— Tuez! tuez-le!

Au même moment, un homme
dont la tête est entourée de
bandeaux, fend leurs rangs, et se
précipite sur l'épave.

— Tu paieras pour les autres!
lui crie-t-il.

Et, abaissant son fusil, il le
couche en joue et fait feu.

M. de la Vassière voit briller la
flamme, la balle siffler à ses
oreilles:

— Tu m'as manqué, s'écrie-t-il, et...

— Je ne le manquerai pas, moi!
prononça une voix haletante
derrière lui.

Au même instant il vit un homme
passer avec la rapidité de l'éclair.
Cet homme est armé d'une hache,
il bondit sur le brigand au bandeau;
l'officier voit la hache décrire un
demi-cercle; un cri de suprême
agonie lui annonce que le terrible
instrument n'a pas manqué son
but.

A la vue de leur chef étendu sur
le sable, les sans-culottes sont
saisis d'épouvante.

La Vassière a rejoint celui qui
vient de lui apporter un secours
inespéré.

— Merci, Joseph! à nous deux
nous pouvons encore faire de
bonne besogne.

Cependant leurs ennemis, voyant
qu'ils n'ont à faire qu'à deux
hommes, reprennent courage,
ils s'excitent mutuellement, et se
disposent à fondre tous ensemble
sur eux; quand une clameur
s'élève du côté du village, et ils
voient apparaître une troupe de
femmes armées de haches, de
fourches, et même de mauvais
fusils.

— Tas de brigands! orient les
femmes, vous venez assassiner les
hon-

nêtes gens, vous tuez sur nos
bateaux, sur nos hommes, à mort!
à mort! à la mer!

Les sans-culottes, plus effrayés
encore que surpris à la vue de cette
intervention inattendue, n'essaiment
même pas de résister, et avant que
les braves matelottes soient arrivées
à eux, ils sont dispersés et en
fuite de toutes parts.

Monsieur de la Vassière regardait
Joseph qui souriait en voyant fuir
tous ces misérables:

— C'est encore un tour de ta
façon, mon vieux Joseph?

— Tiens! j'ai vu qu'on ne
voulait pas me poursuivre, et qu'on
tirait sur la barque, j'ai couru au
village, j'ai éveillé les femmes, je les
ai prévenues du danger que courait
un des leurs; et vous voyez...
J'ai eu soin en même temps
de me procurer cette hache qui
m'a été bien utile...

— Oh! j'y pense, fit la Vassière,
ces femmes peuvent sauver nos
amis.

Se dirigeant en même temps
vers le groupe de matelottes:

— A qui appartient le bateau
qui a pris la mer avec des passagers?

A mon homme, répondit une
robuste gaillarde qui tenait une
fourche à la main et avait l'air
très disposé à s'en servir.

— Il faut trouver moyen d'aller à
son secours, continua l'épave, le
bateau a été touché par une
balle, il y a une voie d'eau, il est
exposé à sombrer.

Toutes les autres préoccupations
disparurent à l'instant, pour ne
laisser place qu'à une seule pensée.

— Une chaloupe à la mer! une
chaloupe à la mer! s'écrièrent d'une
seule voix toutes les femmes.

Les fugitifs les virent alors jeter
leurs armes, s'élançant toutes
ensemble vers une embarcation
échouée sur la grève; s'y attelant,
la tirer sur le sable et la mettre
bientôt à flot, sans cesser
cependant de lancer mille
malédiction aux bandits qui
assassinent les honnêtes gens!

On apporte des avirons, deux
vigoureux matelottes s'embarquent
avec M. de la Vassière et la garde,
et ils s'éloignent de la côte à
force de rames.

Cependant le pauvre patron qui
conduisait M. de Berclaux et
Valentine se voyait dans une
situation désespérée. Retourner à
terre c'était tomber entre les
mains des sans-culottes, et il
savait trop bien le sort qui lui
était réservé, s'il était pris; d'autre
part, la barque faisait eau de plus
en plus, et il était obligé à
chaque instant de cesser de

ramer, pour l'épuiser. Encore un
quart d'heure, une demi-heure,
une heure peut-être, et ils
sombraient infailliblement... et
nul secours à attendre, pas
une voile à l'horizon.

Le comte anéanti par le
désespoir, ne lui prêtait aucune
assistance.

— A qui bon prolonger notre
agonie... avait-il répondu.

Enfin, vaincu par les instances
du marin, et pendant que celui-ci
représentait les rames, il avait
consenti à travailler à l'épuisement;
mais au même moment le
pêcheur se retournant vers
le rivage:

— C'est fini; on vient de
mettre une embarcation à la mer;
nous n'échapperons pas.

— Laissons-nous couler, ce sera
plus vite fait, dit le comte en
rejetant le vase dont il avait
commencé à se servir.

— Non pas, mille tonnerres,
jura le marin, en reprenant le
travail abandonné, nous nous
battons, j'aime mieux cela, et
qui sait!...

Des lueurs rosées commençaient
à illuminer le ciel vers l'Orient,
et annonçaient les premiers
rayons du jour. Le pêcheur
ne quittait pas de vue
l'embarcation qui devenait de
plus en plus distincte.

— Mille millions de sabord!
qu'est-